

Elections Législatives du 18 Novembre 1962

3^e Circonscription (TRÉVOUX)



Jean SAINT-CYR

Jean SAINT-CYR

Docteur Vétérinaire

Président du Conseil Général de l'Ain

Maire de Villars-les-Dombes Radical-Socialiste

**Candidat du Rassemblement
de la Gauche Démocratique**

Remplaçant éventuel :

Henri DURAND

Agriculteur à Sandrans

Conseiller Général de l'Ain

Ancien Président de la Fédération Départementale des Syndicats
d'Exploitants Agricoles

Indépendant de Gauche



Henri DURAND

ELECTRICES ! ELECTEURS !

J'ai accepté d'être, avec le soutien du Président Henri DURAND, le candidat du Rassemblement de la Gauche Démocratique dans la circonscription de TREVOUX.

Ce regroupement, qui unit dans notre département Socialistes, Radicaux et Indépendants de Gauche, doit se prolonger demain par la réalisation du large Rassemblement travailliste indispensable à la Démocratie moderne de l'avenir.

Le référendum du 28 octobre a abouti à l'adoption de la loi qui était soumise à l'approbation du corps électoral ; cependant les résultats du scrutin font apparaître une prise de conscience de bon augure pour l'avenir de la Démocratie.

La nouvelle Assemblée Nationale devra rechercher un nouvel équilibre des pouvoirs ; j'ai sans cesse affirmé que je ne suis pas hostile en principe à l'élection du Président de la République au suffrage universel, mais à condition qu'elle s'insère dans un régime équilibré.

Nous ne voulons à aucun prix revoir l'instabilité gouvernementale de la IV^e République, mais au contraire confirmer la stabilité assurée par la Constitution de la V^e.

Il ne doit plus y avoir de **domaine réservé** au Chef de l'Etat ; la politique de la Nation sous tous ses aspects doit être établie par le Chef de l'Exécutif et soumise à l'approbation du Parlement, le peuple souverain arbitrant éventuellement en dernier ressort.

J'aurais scrupule à me présenter à vos suffrages sans vous soumettre sinon un programme, du moins les grandes lignes qui inspireront mon action si je suis votre élu à l'Assemblée Nationale.

I. — LA POLITIQUE EXTERIEURE ET LA VRAIE GRANDEUR DE LA FRANCE

Incluse dans le « domaine réservé », la politique internationale de la France s'inspire depuis quatre ans d'un nationalisme anachronique qui risque de conduire notre Pays à l'isolement.

POUR LA RECHERCHE DE LA PAIX : La France doit apporter sa coopération loyale à tous les organismes internationaux et adopter une attitude réaliste en face de l'opposition Est-Ouest.

POUR UNE EUROPE DES COMMUNAUTES qui ouvre au pays un horizon nouveau et apporte à sa jeunesse une espérance à la mesure de ses légitimes ambitions.

CONTRE L'EUROPE DES PATRIES : On ne construit pas l'Europe unie, on ne contribue pas à la Paix en flattant le nationalisme Allemand ; on risque au contraire de réveiller de vieilles passions et de vieilles ambitions.

CONTRE LA FORCE DE FRAPPE NATIONALE qui est militairement illusoire, financièrement écrasante et politiquement dangereuse.

POUR UNE COOPERATION NUCLEAIRE EUROPEENNE ET UNE RECONVERSION DE L'ARMEE, à défaut du désarmement général vers lequel doivent tendre tous les efforts.

POUR UNE VERITABLE ASSISTANCE AUX PEUPLES SOUS-DEVELOPPES PLUS EFFICACE ET MOINS COUTEUSE, avec une participation plus large des autres nations occidentales.

II. — POUR UNE POLITIQUE INTERIEURE DE PROGRES ET DE JUSTICE

FINANCES ET ECONOMIE : Le rétablissement de la balance des comptes, l'aisance de la trésorerie, la stabilité très relative des prix ne doivent pas faire oublier que ces résultats ont été obtenus aux dépens des salariés et des agriculteurs et que le pouvoir d'achat de ces catégories a moins augmenté de 1958 à 1961 que pendant les quatre années précédentes.

Par ailleurs le budget 1963 est un budget électoral très insuffisant au départ.

POUR UN PLAN DEMOCRATIQUE ET HUMAIN, ETENDU A LA COMMUNAUTE EUROPEENNE : Il doit être établi par la coopération du gouvernement, du Parlement et de toutes les forces économiques et syndicales et assurer l'expansion économique, le plein emploi et la mise en valeur régionale.

POUR UNE AGRICULTURE A PARITE : La parité exige une **modernisation** de l'Agriculture, une **réforme des structures**, l'installation de **nouveaux réseaux de commercialisation agricole**, mais aussi un **relèvement des prix** par le **RETOUR A L'INDEXATION** pendant la période d'adaptation au Marché Commun.

POUR UN PAS EN AVANT EN MATIERE SOCIALE : Tous les travailleurs actifs ou à l'âge de la retraite, ainsi que les Anciens Combattants et Victimes de la Guerre doivent bénéficier de l'élévation du revenu national.

POUR UNE VERITABLE DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT : Par la réalisation rapide de l'égalité absolue des chances de l'instruction pour mettre fin à ce scandale de la limitation à 3 p. 100 des fils de paysans ou des fils d'ouvriers bénéficiant de l'Enseignement Supérieur :

- en accordant la **priorité absolue à l'effort financier nécessaire pour atteindre cet objectif majeur ;**
- en effectuant une réforme profonde des structures de l'enseignement secondaire ;
- en assurant la défense et le rayonnement de l'Ecole Publique.

POUR UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE, en lui offrant des écoles, des emplois et des logements, en accélérant la lutte contre le taudis et en portant à 350.000 le nombre de logements effectivement construits chaque année.

POUR LE SOUTIEN ET L'ACCUEIL DES FRANÇAIS D'ALGERIE, en faveur de qui doit jouer intégralement la solidarité nationale.

III. — POUR UN RENOUVEAU DE L'ESPRIT PUBLIC ET POUR L'UNION DE LA NATION ET DE L'ETAT

La démocratie est menacée doublement :

- a) parce que des fascistes projettent de renverser par la violence les institutions ;
- b) parce que trop de Français vivent dans l'indifférence à l'égard des affaires nationales et se détournent d'une démocratie qui n'a pas toujours hélas ! répondu à notre idéal.

Il faut :

- 1° réprimer très sévèrement la subversion ;
- 2° réussir l'intégration des Français rapatriés d'Algérie ;
- 3° refaire l'union de l'Armée et de la Nation ;
- 4° associer la masse des citoyens à la vie politique nationale ;
- 5° restaurer la **liberté et l'impartialité de l'information** en ce qui concerne notamment la Radio et la Télévision.

ELECTRICES ! ELECTEURS !

Vous connaissez mon passé et mon activité au service des Affaires publiques.

Pour un homme politique il s'agit essentiellement de servir.

Servir sa région en faisant valoir ses droits et ses besoins.

Servir son Pays en prenant position sur les grands problèmes de l'Etat.

Si vous pensez que je suis en mesure de le faire,

Si vous approuvez les grandes lignes du programme que je vous propose en plein accord avec mon collègue

HENRI DURAND,

Je serai fier de votre témoignage de confiance et je m'efforcerai d'en être digne.

Vive la FRANCE ! Vive la RÉPUBLIQUE !

Henri DURAND

Jean SAINT-CYR